


## QUOI DE NEUF À LA DOC?



Réalisé par le service Documentation  
de Prisme-Limousin  
19, boulevard de la Corderie  
87000 Limoges  
tél : 05 55 10 00 38

Ce bulletin bibliographique propose une synthèse des ouvrages, études, articles, rapports récemment acquis et alimentant le fonds documentaire de Prisme Limousin. Tous les documents signalés sont disponibles en prêt.

---

## **Le service Documentation**

Prisme Limousin dispose d'une bibliothèque de plus de 5000 ouvrages et de revues spécialisées sur l'emploi, la formation, la pédagogie, les métiers et la lutte contre l'illettrisme.

### *Les services*

- .: Recherche documentaire thématique sur des ouvrages, des dossiers, des articles, des textes juridiques, lors d'une visite, d'un appel, d'un courrier (postal ou électronique)
- .: Conseil
- .: Réalisation de bibliographie à la demande
- .: Accueil de groupes

### *Le prêt*

- .: Prêt gratuit de 3 ouvrages par lecteur pour une durée de 3 semaines, et/ou 3 revues pour 1 semaine.
- .: Possibilité de prêt par courrier pour les personnes éloignées de Limoges ou ne pouvant se déplacer dans la capitale régionale.

### *Contact*

Véronique Lornac [veronique.lornac@prisme-limousin.fr](mailto:veronique.lornac@prisme-limousin.fr)  
Virginie Chatillon  
Tél. 05 55 10 00 38

### *Accueil*

Mardi : 14h-17h30  
Mercredi: 9h-12h; 14h-17h30  
Jeudi : 14h-17h30  
Vendredi : 14h-16h  
En dehors de ces horaires, uniquement sur rendez-vous.

### *Les réalisations*

- .: Revue de presse nationale et régionale hebdomadaire (disponible sur [www.prisme-limousin.fr](http://www.prisme-limousin.fr) )
- .: Bulletin bibliographique mensuel (disponible sur [www.prisme-limousin.fr](http://www.prisme-limousin.fr) )
- .: Dossiers documentaires

# AU SOMMAIRE

## SYSTEME DE FORMATION

SYD Généralités  
SYL Législation du travail et de la formation  
SYF Filières de formation

## INGENIERIE DE LA FORMATION

IFR Reconnaissance et validation des acquis  
IFS Stratégie de la formation

## METIER DE LA FORMATION

## PEDAGOGIE

PEG Généralités  
PEM Méthodes pédagogiques et d'animation  
PEO Moyens et outils pédagogiques  
PES Enseignement / Scolarité

## ENTREPRISES

END Généralités  
ENF Politique et gestion de la formation  
ENP Politique sociale et gestion des ressources humaines

## EMPLOI - QUALIFICATION - CHOMAGE

EMM Marché du travail  
EMI Insertion et réinsertion professionnelle  
EMQ Métiers et qualifications  
EMB Prospective emploi et besoins de qualification

## MONDE ECONOMIQUE

GFE11 Travail du bois

## SCIENCES HUMAINES

SHD Généralités  
SHS Sociologie

## PUBLICS

PUJ Jeunes

## LIMOUSIN

LIE Emploi et formation en Limousin

▲ Ce symbole signale, dans les pages qui suivent, les documents relatifs à la sécurisation des parcours professionnels

# SYSTEME DE FORMATION

## Généralités

*Réf. 3535*

**Pourquoi les moins qualifiés se forment-ils moins?**

Consultation du document : [http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/DE116\\_zamora\\_version\\_2.pdf](http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/DE116_zamora_version_2.pdf)

Les deux premières parties de ce document se proposent de faire une synthèse des mécanismes supposés être à l'origine des écarts d'accès à la formation, notamment à la lumière de différents travaux de ces cinq dernières années, mais également à partir de travaux originaux. Deux publics sont distingués : les salariés d'une part, les personnes sans emploi de l'autre. Enfin la troisième partie détaille la validation des acquis de l'expérience introduite par la loi de modernisation sociale, le droit individuel à la formation (DIF) et enfin la possibilité donnée aux entreprises et aux salariés d'organiser les formations en dehors du temps de travail, deux dispositions introduites par l'accord national interprofessionnel de septembre 2003 et reprises par la loi sur la formation professionnelle promulguée en mai 2004. L'objectif est de situer leur efficacité supposée au regard des mécanismes présentés dans les parties précédentes.

*BONAITI Camille, POMMIER Patrick, ZAMORA Philippe, FLEURET Aurore  
DARES, collection Document d'études, n°116 - 2006 - 27 p. (SYD518)*

## Législation du travail et de la formation

*Réf. 3496*

**Guide à l'usage des organismes de formation et des formateurs indépendants : création et fonctionnement**

Cet ouvrage a pour objectif de permettre aux responsables d'organismes de formation privés ou publics ainsi qu'aux formateurs indépendants de connaître le cadre juridique relatif à leur activité et de maîtriser les circuits de financements. En annexe, sont reproduits la convention collective des organismes de formation, l'avis du conseil national de la comptabilité concernant l'adaptation du plan comptable ainsi que des modèles de conventions de formation.

*LEGOUPIL Nathalie*

*Centre Inffo*

*DUNOD, collection Formation pro - 2006 - 394 p. (SYL511)*

*Réf. 3509*

**Premier emploi : quels sont mes droits ?**

De la signature du contrat de travail à sa rupture, en passant par le salaire, les congés, la protection sociale, la vie dans l'entreprise, la formation..., ce guide pratique traite en 54 fiches tous les aspects du statut du salarié avec à l'appui des conseils et des adresses utiles.

Destiné à tous les jeunes qui occupent pour la première fois un emploi salarié ou un job d'été, il répond à leurs diverses interrogations, préoccupations et attentes.

*LA DOCUMENTATION FRANCAISE*

*MINISTERE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT, collection Les indispensables jeunes - 2006 - 225 p. (SYL513)*

*Réf. 3514*

**Les mesures pour l'emploi**

Cette brochure dresse l'ensemble des mesures pour l'emploi visant l'embauche ou la formation des demandeurs d'emploi, des jeunes, des travailleurs handicapés, des femmes en difficulté d'insertion, des cadres, mesures existantes. Elle décrit les services rendus par l'ANPE aux demandeurs d'emploi (aide à la recherche d'emploi, à l'orientation, à l'évaluation professionnelle...).

*ANPE, 2006 - 70 p. (SYL514)*

*Réf. 3527*

**Projet de loi de finances pour 2007 : annexe formation professionnelle**

Consultation du document :

[http://www.minefi.gouv.fr/performance/cout\\_politique/loi\\_finances/2007/jaunes/formation\\_professionnelle.pdf](http://www.minefi.gouv.fr/performance/cout_politique/loi_finances/2007/jaunes/formation_professionnelle.pdf)

Le Projet de loi de finances (PLF) 2007/ Annexe formation professionnelle rappelle les grandes orientations de la politique de formation professionnelle en 2006, présente les financements de l'Etat en 2006, le projet de budget pour 2007 et les chiffres clés des financements en matière de formation professionnelle.

Les priorités de ce budget concernent l'alternance avec un objectif pour 2007 de :

- 275 000 entrées en apprentissage « afin de respecter l'objectif du plan de cohésion sociale, qui est de porter les apprentis à 500 000 en 2009,

-139 000 entrées en contrat de professionnalisation (jeunes et adultes).

Le transfert progressif en ressources propres des dotations de décentralisation relatives à l'apprentissage se terminera en 2007.

Le PLF prévoit également la suppression de l'exonération des cotisations patronales dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles pour les contrats de professionnalisation et d'apprentissage, ce qui permettra une économie de 74,56 millions d'euros.

Six grandes annexes enrichissent le document :

- Annexe 1 / Le financement de la formation professionnelle en 2005 : en particulier le financement de l'Etat, des régions, de l'Europe et des entreprises. A consulter page 75, le tableau statistique donnant la participation des entreprises selon les activités économique en 2004 : le taux de participation financière des entreprises de l'industrie agricole et alimentaire et du tabac (NAF 15 ET 16) est de 2,54 %.

- Annexe 2 / les interventions en matière de formation professionnelle en 2005 : celles par grandes catégories de bénéficiaires et celles visant à promouvoir l'accès à la formation et à la qualification.

- Annexe 3 / Tableaux et schémas complémentaires.

- Annexe 4 / Le secteur de la formation professionnelle en 2004.

- Annexe 5 / La dépense économique pour la formation professionnelle en 2004.

- Annexe 6/ Textes, Instances, Sources et Méthodes statistiques.

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, 2006 - 160 p. (SYL515)

**Réf. 3529**

**La gestion de l'allocation de solidarité spécifique : mission d'audit de modernisation**

Consultation du document : <http://www.lesechos.fr/info/medias/200079849.pdf>

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) a été créée en 1984. Elle est versée sous conditions de ressources aux chômeurs en fin de droits d'assurance qui peuvent justifier de cinq ans d'activité dans les dix ans précédant leur entrée au chômage. Le rapport s'articule autour de 5 grands chapitres :

1/un dispositif qui fonctionne dans des conditions satisfaisantes mais demeure perfectible

2/un flux de gestion artificiellement stimulé

3/simplifier les procédures, dont la complexité actuelle n'apporte pas de plus-value significative

4/un coût réel de gestion sensiblement inférieur aux chiffres affichés par la comptabilité analytique et que les propositions de la mission devraient encore contribuer à réduire

5/entrer dans une démarche de contrat d'objectifs pour le pilotage de la prestation.

Collectif d'auteurs

INSPECTION GENERALE DES FINANCES, INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES, 2006 - 249 p. (SYL516)

---

## Filières de formation

**Réf. 3508**

**Guide de l'apprenti**

L'apprentissage permet d'acquérir un diplôme ou un titre homologué (CAP, BEP, diplôme d'ingénieurs...) et d'accéder à un large éventail de métiers.

Ce guide présente en 58 fiches pratiques tous les aspects pratiques et juridiques de ce type de formation, avec, à l'appui, des conseils et des adresses de sites Internet. Il intègre l'actualité

juridique la plus récente, qu'elle résulte du Plan de cohésion sociale ou de la loi du 31 mars 2006 " pour l'égalité des chances " qui crée notamment l'apprentissage junior.

*LA DOCUMENTATION FRANÇAISE*

*MINISTÈRE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT, collection Les indispensables jeunes - 2006 - 207 p. (SYF512)*

**Réf. 3531**

**La FOAD est-elle une modalité pertinente pour les publics à distance de la formation?**

Consultation du document : [http://equator.isara.fr/IMG/pdf/e-quator\\_m1.3.pdf](http://equator.isara.fr/IMG/pdf/e-quator_m1.3.pdf)

Cet ouvrage collectif retrace naturellement les expérimentations de FOAD mises en place par les différents partenaires auprès de publics handicapés psychiques, de jeunes de moins de 26 ans, de salariés sans qualification... Mais il présente surtout les réflexions menées tout au long du projet, les démarches, les méthodologies et aussi des points de vigilances indispensables à la mise en place de dispositifs de FOAD auprès de publics spécifiques. Malgré les différences d'expériences et de publics, les partenaires du projet eQuator partagent l'idée que pour réussir, la FOAD devra savoir créer ou renforcer des liens entre acteurs d'un même territoire, entre salariés d'une entreprise, entre intervenants d'une même filière, entre formateurs et apprenants...

*Collectif d'auteurs*

*EQUATOR*

*EQUATOR, 2006 - 161 p. (SYF517)*

# INGENIERIE DE LA FORMATION

## Reconnaissance et validation des acquis

*Réf. 3504*

### **Logiques d'accès à la VAE et parcours de validation**

Ce document présente tout d'abord une typologie des logiques d'accès à la VAE permettant d'explicitier les liens entre les attentes et motivations des candidats et leurs trajectoires professionnelles. Il permet ensuite d'identifier les points d'achoppements qui, dans les parcours de validation, peuvent produire des interruptions de parcours ainsi que les ressources que les candidats doivent mobiliser pour mener à terme la démarche. Pour finir, il formule des préconisations à partir d'une synthèse de ces points critiques et des facteurs de réussite identifiés. L'ensemble de l'analyse est soutenu par de nombreux récits qui rendent compte des objectifs individuels, des conditions de réalisation de la démarche de VAE, des différentes formes d'intervention des acteurs mobilisés ainsi que de la nature des ressources employées par les candidats dans leur parcours.

*MORIN Christine, KOGUT-KUBIAK Françoise, PERSONNAZ Elsa, QUINTERO Nathalie, SECHAUD Frédéric*

*CEREQ, collection Relief n°12, Série Rapports du Céreq - 2006 - 114 p. (IFR167)*

*Réf. j3183*

### **Formation professionnelle : organiser le départ en formation des salariés**

#### **Le point sur la Validation des acquis de l'expérience (VAE)**

Liaisons sociales additionnel, n° 14758, 30 novembre 2006 (pp. 9-114)

La formation professionnelle tout au long de la vie est un objectif majeur qui s'est traduit par la signature de l'accord national interprofessionnel le 5 décembre 2003, repris par la loi du 4 mai 2004. Cette réforme bouleverse le panorama de la formation des salariés.

Désormais trois modalités de départ en formation coexistent et la loi du 4 mai 2004 redéfinit et élargit considérablement les possibilités de formation hors temps de travail dans le cadre du plan et du DIF. Elle laisse également une place très importante à la négociation collective mais aussi individuelle pour la mise en oeuvre des nouveaux dispositifs.

Ce Numéro juridique a pour objet d'aider aussi bien les employeurs que les salariés à mettre en place un parcours de formation depuis son élaboration jusqu'au retour du salarié dans l'entreprise. Le Point spécial est consacré à la validation des acquis de l'expérience qui permet à toute personne engagée dans la vie active de faire valider son expérience afin d'acquérir des diplômes et des titres à finalité professionnelle

*Prisme Limousin*

## Stratégie de la formation

*Réf. 3516*

### **Maîtrise de la langue en milieu professionnel : deux outils pour mettre en oeuvre la formation linguistique en entreprise**

Consultation du document : <http://www.clp.asso.fr/act/flp.html>

Enjeux et opportunités pour l'entreprise :

Sous la forme d'un diaporama (111 diapositives), cet argumentaire est destiné à sensibiliser les différents acteurs concernés (entreprise, organisme de formation, OPCA, financeurs...) aux enjeux liés à la maîtrise de la langue en contexte professionnel. L'argumentaire rappelle le contexte à considérer : contexte institutionnel, évolutions démographiques, réforme de la formation professionnelle. Il préconise ensuite un changement de regard sur les compétences des migrants et sur les logiques de formation linguistique.

Aborder la formation linguistique en contexte professionnel : guide pour des pratiques pertinentes :

Elaboré dans le cadre d'une réflexion sur le Français Langue Professionnel, ce guide est destiné aux organismes de formation souhaitant orienter leurs activités vers la formation linguistique des salariés. Il rappelle les principaux éléments de la réforme de la formation professionnelle favorisant la prise en compte de la compétence linguistique comme une compétence professionnelle et met l'accent sur les réflexions à mener au sein des organismes selon trois axes : la relation « commerciale », l'ingénierie de formation et la réponse pédagogique. Pour chacun d'entre eux, les moyens et compétences à mettre en œuvre sont identifiés.

*LEBELLE Michel, DE FERRARI Mariela, LE BOULANGER Evelyne  
CLP, 2005 - (IFS168)*

## ***METIERS DE LA FORMATION***

*Réf. 3497*

### **Guide des métiers de la formation**

Ce guide propose un éclairage national et européen sur les divers activités et fonctions du secteur de la formation professionnelle en pleine mutation. Destiné aux personnes qui exercent ou envisagent d'exercer une activité de formation, cet ouvrage présente :

-un panorama du secteur : données statistiques, économiques et juridiques sur le marché de la formation professionnelle, informations relatives aux statuts et qualifications des formateurs, aux évolutions des métiers, aux outils de la qualité et aux missions et fonctionnement des institutions européennes dédiées à la formation ;

-une documentation fournie : liste des diplômes et titres, adresses utiles..

*CENTRE INFO*

*DUNOD, collection Formation Pro - 2006 - 387 p. (MEF079)*

# PEDAGOGIE

## Généralités

### Réf. 3519

#### Liste des diplômes de l'enseignement technologique et professionnel

22<sup>ème</sup> édition

Ce guide liste les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel. Il comprend un rappel de la définition des diplômes professionnels et technologiques, la liste des diplômes par CPC, un index alphabétique mentionnant le code diplôme ainsi que le CPC gestionnaire.

*Secrétariat des Commissions professionnelles consultatives*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, 2006 - 101 p. (PEG334)

## Méthodes pédagogiques et d'animation

### Réf. 3501

#### Formations ouvertes : libertés de choix et autodirection de l'apprenant

Clarifier les fondements théoriques et opérationnels de l'ouverture en formation, mettre à jour les stratégies d'autodirection des apprenants en formations ouvertes, proposer des leviers d'ingénierie susceptibles de favoriser cette autodirection, tel est le cheminement que l'auteur propose. Davantage qu'un essai théorique sur l'ouverture ou qu'un guide d'ingénierie pédagogique, cet ouvrage relève le défi d'articuler deux dynamiques complexes : celle de "l'ouverture des dispositifs" et celle de "l'autodirection des apprenants".

*JEZEGOU Annie*

L'HARMATTAN, collection Défi-formation - 2005 - 284 p. (PEM332)

### Réf. 3502

#### Le e-learning : la distance en question dans la formation

*Sous la direction du Pr Michel Bernard*

Étude sur l'emploi des nouvelles technologies en éducation, notamment, à travers l'enseignement à distance (l'e-learning), l'ouvrage analyse deux expériences relatives à l'usage de ces nouveaux moyens de communication informatique : un campus électronique et un projet européen de gestion mutualisée de contenus éducatifs.

*CIEF*

L'HARMATTAN, collection Proxima - 2005 - 95 p. (PEM331)

### Réf. 3533

#### Guide de formation et de soutien aux enseignants et formateurs en formation à distance

*Document préparé pour le Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada (REFAD)*

*Consultation du document :*

[http://www.refad.ca/nouveau/guide\\_formateurs\\_FAD/pdf/GuideFAD%20v060312.pdf](http://www.refad.ca/nouveau/guide_formateurs_FAD/pdf/GuideFAD%20v060312.pdf)

Cet ouvrage présuppose une connaissance des problématiques éducatives et un intérêt pour la formation à distance et ses technologies. Il ne s'adresse cependant pas aux spécialistes du domaine, bien qu'ils pourront sans doute y trouver des ressources complémentaires. Il s'agit d'une introduction, qui sera surtout utile à ceux qui débutent ou envisagent l'utilisation prochaine de la formation à distance dans leur contexte, qu'ils soient appelés à développer du matériel de formation à distance ou à donner du support aux étudiants qui l'utilisent.

Il prend appui sur l'expérience de l'enseignement traditionnel pour mettre en lumière, d'abord par une mise en situation, les différences et similitudes entre les formations en présence (ou présentesielles) et à distance.

*AUDET Lucie*

REFAD, 2006 - 79 p. (PEM337)

## Moyens et outils pédagogiques

**Réf. 3503**

**Cadre européen commun de référence pour les langues : apprendre, enseigner, évaluer**

*Fourni avec DVD*

*Consultation du document : [http://www.didierfle.com/didier\\_fle/publications/222320.html](http://www.didierfle.com/didier_fle/publications/222320.html)*

Cet ouvrage offre une base commune pour l'élaboration de programmes de langues vivantes, de référentiels, d'examens, de manuels etc.

En Europe, il définit également les niveaux de compétence qui permettent de mesurer les progrès de l'apprenant à chaque étape de l'apprentissage et à tout moment de la vie.

*CONSEIL DE L'EUROPE*

*DIDIER, 2005 - 191 p. (PEO333)*

## Enseignement / Scolarité

**Réf. 3520**

**Enseigner la langue : orthographe et grammaire**

*Consultation du document : <http://onl.inrp.fr>*

L'ouvrage est une présentation des questions de grammaire et d'orthographe liées à la langue et son apprentissage. Débat sur leur enseignement.

*OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA LECTURE, collection Les journées de l'Observatoire - 2006 - 133 p. (PES335)*

**Réf. 3528**

**De l'université à l'emploi : rapport final**

*Consultation du document : <http://www.debat-universite-emploi.education.fr/synthese.htm>*

Pour répondre aux préoccupations de la jeunesse, le Président de la République a demandé au gouvernement d'organiser un débat national sur l'université et l'emploi. Le Premier ministre a confié à Patrick Hetzel, recteur de l'académie de Limoges, la présidence de la commission du débat national, commission composée de 15 membres issus des milieux professionnels et universitaires. Le rapport propose six grandes orientations qui sont de nature à mieux relier l'Université à l'Emploi :

1. Lutter contre l'échec à l'Université,
2. Repenser l'information et l'orientation,
3. Améliorer la professionnalisation,
4. Rapprocher durablement l'Université du monde du travail,
5. Créer un partenariat universités/employeurs pour la croissance,
6. Faire évoluer l'ensemble du système universitaire.

*COMMISSION DU DEBAT NATIONAL UNIVERSITE-EMPLOI*

*DEBAT NATIONAL UNIVERSITE-EMPLOI, 2006 - 108 p. (PES336)*

# ENTREPRISES

## Généralités

*Réf. 3507*

### Stages en entreprise

Structuré par fiches, ce guide pratique répond à toutes les questions relatives au déroulement d'un stage. De la convention de stage à la couverture sociale, en passant par la responsabilité civile du stagiaire et de l'entreprise, il fait le point sur la réglementation des stages et la situation du stagiaire.

*LA DOCUMENTATION FRANCAISE*

*MINISTERE DE L'EMPLOI DE LA COHESION SOCIALE ET DU LOGEMENT, collection Les indispensables jeunes - 2005 - 103 p. (END411)*

*Réf. 3522*

### Le stage en entreprise : enjeux et contraintes pour l'accès à l'emploi

Cette enquête s'intéresse au stage de fin d'études, qui théoriquement est le stage tremplin vers la vie professionnelle. Le stage devrait être un élément incontournable dans la formation et pour l'insertion mais la concurrence entre les candidats s'accroît. La qualité des stages, la logique apprenante - fondement du stage, et l'aménagement du cadre réglementaire posent des problèmes pour les jeunes et les entreprises.

*APEC*

*APEC, collection Les études de l'emploi cadre - 2006 - 48 p. (END412)*

## Politique et gestion de la formation

*Réf. 3498*

### Ingénierie de formation pour l'entreprise : analyser, concevoir, réaliser, évaluer : 2ème édition

L'ingénierie de formation est une démarche structurée qui intègre la formation dans un ensemble politique et stratégique, avec une volonté éducative forte. Cet ouvrage clarifie le concept et caractérise l'ingénierie de formation dans les organisations, en combinant réflexion conceptuelle et méthodologie pratique. L'auteur détaille successivement les quatre étapes nécessaires au déploiement de la démarche d'ingénierie de formation : analyser, concevoir, réaliser et évaluer. Des encadrés, fiches guide et documents modèles fournissent un solide appui méthodologique. Un chapitre est consacré au pilotage de la formation.

*ARDOUIN Thierry*

*DUNOD, collection Formation Pro - 2006 - 274 p. (ENF410)*

## Politique sociale et gestion des ressources humaines

*Réf. 3495*

### Les stratégies des ressources humaines

Cercles de qualité, culture d'entreprise, investissement-formation, gestion prévisionnelle de l'emploi, mais aussi licenciements massifs, pressions anti-syndicales, taylorisme... En quoi ces stratégies des ressources humaines consistent-elles? Comment peut-on les définir et les analyser? Que peuvent-elles apporter? Quelles sont leurs limites? Cet ouvrage montre qu'une grille assez restreinte de stratégies de base résume les possibilités de choix des entreprises. Cette grille est ensuite appliquée à trois domaines-clés de la gestion des salariés : la formation, les syndicats, la participation.

*GAZIER Bernard*

*LA DECOUVERTE, collection Repères - 2004 - 122 p. (ENP409)*

## EMPLOI - QUALIFICATION - CHOMAGE

### Marché du travail / Recrutement

#### Réf. 3506

Transitions professionnelles et risques : XIIIes journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail

Les communications réunies dans ce volume font le point sur les différentes manières d'aborder la thématique du risque et des transitions professionnelles. Ainsi, des sujets traditionnels des Journées d'étude sur les Données Longitudinales (JDL), comme le chômage ou les trajectoires, sont présents mais abordés à partir de la question des risques liés à la formation (déclassement), à l'emploi ou à son absence. D'autres questions sont évoquées : l'interrogation portée sur le lien entre santé, vie hors travail et risques liés à l'emploi est traitée ; le rôle des différents acteurs des relations professionnelles : qui protège contre les risques ? L'individu ? L'État ? L'entreprise ?

*BERET Pierre, DI PAOLA Vanessa, GIRET Jean-François, GRELET Yvette, WERQUIN Patrick  
CEREQ, collection Relief n°15, série Echanges - 2006 - 341 p. (EMM629)*

#### Réf. 3517

Annuaire statistique de la demande d'emploi Edition 2006

Consultation du document :

[http://www.anpe.fr/observatoire/dossiers\\_documentaires/demande\\_emploi\\_49.html](http://www.anpe.fr/observatoire/dossiers_documentaires/demande_emploi_49.html)

Pour sa première édition, l'annuaire statistique réalisé par le département Etudes, Evaluation et statistiques de la Direction générale de l'ANPE présente des données statistiques relatives à la demande d'emploi sur une période de cinq ans : de 2001 à 2005. Cet ouvrage de référence, structuré en trois grandes parties, s'ouvre sur des données de cadrage présentées dans quatre rubriques généralistes, la seconde est consacrée à des populations spécifiques et présente pour chacune d'elles les principales caractéristiques de la DEFM, de la DEE et de la DES. La troisième partie quant à elle, présente les principales caractéristiques de la DEFM (données relatives à la demande d'emploi en fin de mois), la DEE (données portant sur la demande d'emploi enregistrée) et la DES (données portant sur la demande d'emploi sortie).

*CLAVEAU Elisabeth*

*OBSERVATOIRE DE L'ANPE*

*ANPE, collection Les cahiers, n°1 - 2006 - 83 p. (EMM632)*

#### Réf. 3521

Les besoins de main d'oeuvre en Limousin et Poitou-Charentes : enquête BMO 2006

22 % des entreprises interrogées en Limousin et Poitou-Charentes envisagent de recruter en 2006. 40 400 intentions d'embauches sont recensées. Elles concernent essentiellement les activités de services. 46% des projets de recrutement sont jugés difficiles. Au plan national, l'enquête fait apparaître plus de 1 195 400 intentions d'embauche pour l'année 2006.

Six projets sur 10 concernent le secteur des services. 44 % des projets de recrutement sont difficiles par les entreprises. La demande de personnel saisonnier atteint 31% des projets.

*ASSEDIC LIMOUSIN POITOU CHARENTES*

*ASSEDIC LIMOUSIN POITOU CHARENTES, 2006 - 6 p. (EMM634)*

#### Réf. 3524

Enquête besoins en main d'oeuvre : Limousin et Poitou-Charentes : Région Limousin 2006

Ce rapport présente les résultats de la vague 2006 de l'enquête "Besoins en main d'oeuvre" (BMO) pour la région Limousin de l'Assedic Limousin Poitou-Charentes. Pour la deuxième année consécutive, l'enquête est exhaustive, contrairement aux années 2002, 2003 et 2004, qui elles portaient sur un échantillon représentatif d'établissements. L'étude concerne ainsi l'ensemble des établissements employeurs du champ UNEDIC et permet de produire des résultats par bassin d'emploi.

*ASSEDIC LIMOUSIN POITOU CHARENTES, 2006 - 53 p. (EMM636)*

▲ **Réf. 3525**

**La sécurité de l'emploi : face aux défis des transformations économiques**

Consultation du document : <http://www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport5cerc.pdf>

Les transformations profondes que connaît l'économie française, comme toutes les économies des pays voisins, posent de manière aiguë la question de la sécurité de l'emploi. D'un côté, s'exprime le sentiment que la sécurité de l'emploi est beaucoup plus dégradée qu'elle ne l'était il y a vingt ou trente ans. D'un autre, nombre d'employeurs soulignent les rigidités dans la gestion du travail salarié qui freinerait les adaptations nécessaires. L'absence de flexibilité pénaliserait ainsi la croissance et l'emploi ; cet examen est, en effet, indispensable pour éclairer les débats sur les réformes en cours ou proposées. Ceci nécessite un effort de clarification du langage, un examen attentif des données

*CONSEIL DE L'EMPLOI, DES REVENUS ET DE LA COHESION SOCIALE*

*LA DOCUMENTATION FRANCAISE, collection Rapport n°5 - 2005 - 184 p. (EMM637)*

▲ **Réf. 3526**

**La mobilité et les parcours professionnels**

Coordonné par Florence Loisl et Sylvie Cartoux

Consultation du document : <http://www.anact.fr/pls/portal/docs/1/20477.PDF>

La réalisation de cette étude sur "la mobilité et les parcours professionnels" s'inscrit dans le cadre du projet "Gestion des âges" du réseau ANACT et plus particulièrement, dans le cadre de l'observatoire national sur les relations entre âge, travail, et emploi (ATEON) avec le soutien financier du FSE.

Ce document propose un état d'avancement, avec des clefs d'entrée, pour analyser et construire les parcours professionnels. La mobilité y est retenue comme variable opératoire sur les changements professionnels.

La première partie a pour objectif de resituer le contexte et les enjeux des entreprises et des salariés, au regard notamment des transformations des marchés, des organisations du travail et de l'allongement de la durée de la vie active. Les deuxième et troisième parties sont respectivement centrées sur des cas d'entreprise et des outils d'analyse et d'accompagnement dans les entreprises. La dernière partie propose différentes ouvertures thématiques et met à disposition des repères sur quelques dispositifs législatifs et réformes.

*ANACT, collection Etudes et documents - 2006 - 67 p. (EMM638)*

**Réf. j3188**

**Le renforcement du contrôle des chômeurs**

TSA, n° 1092, 8 décembre 2006 (pp. 11-18)

Sanctions proportionnelles à la gravité du manquement en cause, prise en compte de la répétition de l'infraction, faculté donnée aux Assedic de réduire ou suspendre les allocations chômage à titre conservatoire, le document fait le point complet sur la réforme du contrôle des chômeurs, avec la loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 effective depuis plusieurs mois.

*Prisme Limousin*

**Réf. j3186**

**Accès à l'emploi : l'accompagnement des chômeurs**

TSA, n° 1090, 24 novembre 2006 (pp. 13-18)

Afin d'accélérer le retour à l'emploi des chômeurs, la nouvelle convention d'assurance chômage du 18 janvier 2006 mise sur "un accompagnement personnalisé et différencié adapté à la situation de chacun". Au coeur du dispositif : le projet personnalisé d'accès à l'emploi.

*Prisme Limousin*

▲ **Réf. j3172**

**Précarité : le Conseil d'orientation pour l'emploi envisage la taxation des licenciements**

LES ECHOS, n° 19781, Jeudi 26 octobre 2006 (p. 2)

Dans un pré-rapport sur la "Sécurisation des parcours professionnelles", le Conseil d'Orientation pour l'emploi se prononce contre l'instauration du contrat de travail unique. Il propose que les entreprises

versent une contribution à l'Unédic sur les fins de contrat, en contrepartie d'une baisse des cotisations chômage.

*Prisme Limousin*

▲ *Réf. j3095*

**La région, "niveau pertinent pour coordonner la sécurisation des parcours professionnels"**  
INFFO FLASH, n° 688, 16 au 31 octobre 2006 (p. 5)

Outre l'achat de formation et les formations sanitaires et sociales, les débats du colloque organisé le 3 octobre à Charbonnières (Rhône) par l'Association des Régions de France (ARF) ont porté sur la sécurisation des parcours professionnels. Les conseils régionaux sont attentifs à l'articulation entre formation des salariés et formation des demandeurs d'emploi. Pour ces derniers, la Région doit organiser et rationaliser la fluidité des parcours.

*Prisme Limousin*

## Insertion et réinsertion professionnelle

**Réf. 3532**

**Rapport d'enquête sur les ateliers et chantiers d'insertion : synthèse**

*Consultation du document :*

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000630/0000.pdf>

Par lettre du 13 décembre 2005, le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ont chargé le chef de l'inspection générale des affaires sociales et le chef du service de l'inspection générale des finances d'une mission d'évaluation de la situation économique des ateliers et chantiers d'insertion et de l'impact des dispositions du plan de cohésion sociale sur le fonctionnement de ces structures. Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) sont des structures d'insertion par l'économique qui contribuent à la réinsertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

*Collectif d'auteurs*

*INSPECTION GENERALE DES FINANCES*

*INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES, 2006 - 63 p. (EMI639)*

## Métiers et qualifications

**Réf. 3536**

**Le CDD : un tremplin vers le CDI dans deux tiers des cas...mais pas pour tous**

*Consultation du document :* [http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/DE117\\_CDD\\_BJunod.pdf](http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/DE117_CDD_BJunod.pdf)

La première partie présente la littérature économique sur le thème de l'insécurité de l'emploi, et notamment son lien avec les contrats précaires. Les deuxième et troisième parties fournissent des éléments descriptifs sur les CDD et les transitions sur le marché du travail. Enfin la quatrième partie s'intéresse à l'accès des personnes en CDD à l'emploi stable à moyen terme. Le modèle économétrique développé montre que 66% des personnes en CDD obtiendraient un CDI sur une période de 3 ans.

*JUNOD Bérengère*

*DARES, collection Document d'études, n°117 - 2006 - 26 p. (EMQ640)*

**Réf. 3250**

**Les métiers de demain, trouver sa voie**

Quels seront les métiers de demain ? Le thème est porteur et fait régulièrement les titres de la presse. L'ouvrage a pour objectif de présenter l'ensemble des structures qui permettent d'appréhender le panorama des métiers de demain. Elles apportent ainsi leur contribution à la question essentielle " quels seront les besoins de la France en matière de métiers et de compétences dans un contexte où l'anticipation de ces évolutions devient une priorité pour les différents acteurs de la vie économique ? " Cet ouvrage met en scène les observatoires de branches et les observatoires régionaux de l'emploi et de la formation (OREF) qui produisent une information sur les métiers, leur environnement socio-économiques et leurs formations, données fort utiles pour les acteurs économiques comme pour les familles et les jeunes.

*AFRIAT Christine*

*Arnaud Franel Editions, collection Education Formation et Ressources humaines - 2006 - 160 p. (EMQ627)*

**Réf. 3505**

**Formation et emploi en région. Outils, méthodes, enjeux. Travaux du groupe ORAFE.**

*Coordonné par Georgie Simon Zarca*

La capacité d'expertise technique dans le champ de la formation et de l'emploi est devenue, avec la décentralisation, un enjeu important pour les acteurs régionaux. Alors que les besoins et les attentes vont croissant, de nombreux outils d'analyse ont vu le jour. Cependant, leur diversité rend

le paysage de l'expertise régionale formation emploi relativement opaque pour les non spécialistes. Quel état des lieux peut-on faire des ressources techniques ? Sur quels critères choisir un outil plutôt qu'un autre, pour répondre à quelle question ? D'autre part le décalage est parfois important, entre la demande des décideurs/utilisateurs qui ont une culture de l'action, et la réponse des concepteurs/techniciens qui ont une culture de la méthode et de l'objectivation du réel. Aux questionnements faussement simples posés par les décideurs, les informations que génèrent les outils apportent-elles des réponses directement mobilisables ? C'est autour de ces questions, de méthode et d'usage des outils en région, qu'un groupe de techniciens et d'experts s'est constitué en séminaire de travail. Coordonné par le Céreq, cet ouvrage rend compte de leurs travaux et réflexions.

*Collectif d'auteurs*

*CEREQ, 2006 - 258 p. (EMQ628)*

**Réf. 3510**

**Langues et International**

*Consultation du document : <http://www.onisep.fr>*

Ce fascicule porte un regard sur le marché de l'emploi dans les métiers des langues et de l'international. 20 métiers sont passés à la loupe ainsi que toutes les filières de formation.

*Collectif d'auteurs*

*ONISEP, collection Parcours - 2006 - 115 p. (EMQ630)*

**Réf. 3513**

**Radio et Télé**

*Consultation du document : <http://www.onisep.fr>*

Ce fascicule porte un regard sur le marché de l'emploi dans les secteurs de la radio et de la télé. 20 métiers sont passés à la loupe ainsi que toutes les filières de formation.

*Collectif d'auteurs*

*ONISEP, collection Parcours - 2006 - 95 p. (EMQ631)*

**Réf. 3518**

**Les anticipations dans les secteurs d'activité et les régions en 2006**

L'Observatoire de l'ANPE mène chaque année une enquête qui interroge 14500 établissements pour connaître leurs prévisions concernant l'activité et l'emploi pour l'année à venir. Les entreprises abordent l'année 2006 avec un optimisme réservé. Ce cahier présente une analyse sectorielle qui reprend, pour chaque secteur d'activité, les principaux items de l'analyse : les perspectives d'activité, d'investissement, d'évolution d'effectifs et de recrutement pour l'année 2006.

*OBSERVATOIRE DE L'ANPE*

*ANPE, collection Les essentiels - 2006 - 55 p. (EMQ633)*

*Réf. 3523*

**Prospective emploi-formation 2015 : une nouvelle approche**

*Consultation du document* : <http://media.education.gouv.fr/file/44/9/2449.pdf>

L'originalité de l'étude dans le domaine de la prospective emploi-formation est d'aboutir à des résultats par domaine professionnel. Les besoins de recrutement de jeunes seront inférieurs au nombre de jeunes sortant du système éducatif malgré l'importance des sorties définitives des "baby-boomers". Des tensions peuvent cependant apparaître pour les niveaux élevés de diplôme et également dans certains secteurs. L'objectif est d'évaluer, par niveau de diplôme, les besoins en recrutement de jeunes sortant du système éducatif et de les confronter aux projections de sorties d'élèves et d'étudiants.

*Collectif d'auteurs*

*DEPARTEMENT DE LA VALORISATION ET DE L'EDITION*

*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, collection Les dossiers*

*Insertion, éducation et Société, n°175 - 2006 - 112 p. (EMB635)*

## MONDE ECONOMIQUE

### GFE 11 Travail du bois

---

*Réf. 3494*

#### **Plan régional de développement de la filière bois**

Le document recense les schémas régionaux de développement en Limousin, élaboré avec les acteurs de la filière, décliné en quatre axes opérationnels proposant la mise en place d'actions dans les domaines du bois construction, du bois énergie, de la ressource forestière et un axe transversale incluant la formation, la communication et l'innovation.

*CONSEIL REGIONAL LIMOUSIN, 2006 - 23 p. (GFE11-08)*

# SCIENCES HUMAINES

## Généralités

---

*Réf. 3500*

### Trois leçons sur la société post-industrielle

La société post-industrielle liait un mode de production et un mode de protection. Elle scellait ainsi l'unité de la question économique et de la question sociale. La "société post-industrielle" consacre leur séparation et marque l'aube d'une ère nouvelle. L'auteur analyse les ruptures qui ont conduit au capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle à la destruction méthodique de cet héritage : innovations technologiques, révolution financière, transformations des modes d'organisation du travail, mondialisation des échanges... Ces trois leçons aident à comprendre les défis du monde à venir.

*COHEN Daniel*

*SEUIL, LA REPUBLIQUE DES IDEES, 2006 - 91 p. (SHD185)*

## Sociologie

---

▲ *Réf. 3499*

### L'introuvable sécurité de l'emploi

Délocalisations, précarité, chômage : avec la mondialisation qui s'accélère, les grandes peurs sont devant nous. Que restera t-il de nos emplois demain? Quels salaires et quelles conditions de travail pourront-ils nous offrir? Pour répondre à ces questions et fonder un nouvel espoir, ce livre part d'une double conviction : il faut d'abord sortir du cadre franco-français. Il faut ensuite repenser le "flexicurité" de l'emploi.

*GAZIER Bernard, AUER Peter*

*FLAMMARION, 2006 - 194 p. (SHS184)*

### **Réf. 3537**

**2001-2004 : les sortants de l'enseignement supérieur face au marché du travail**

Consultation du document : <http://www.cereq.fr/pdf/NEF21enligne.pdf>

Ce document analyse, à partir des données de l'enquête " Génération 2001 ", les conditions d'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement supérieur à cette date. Ces jeunes ont dû faire face entre 2001 et 2004 à une conjoncture qui s'est considérablement dégradée. Ainsi, leur taux de chômage, de 11 % en mars 2004, représente presque le double du taux de chômage en mars 2001 des jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 1998. Pourtant, ce taux de chômage reste largement inférieur à celui de l'ensemble de la génération qui était de 16 % en 2004. Globalement, 71 % des jeunes en emploi sont en contrat à durée indéterminée trois ans après leur sortie de l'enseignement supérieur et 74 % occupent des emplois de cadre ou de profession intermédiaire. Cependant, l'accès au statut cadre est minoritaire pour les formations en dessous de bac+5 et les conditions d'insertion professionnelle sont loin d'être homogènes pour tous les sortants du supérieur. Cette étude donne également des éclairages particuliers sur des populations spécifiques de sortants du supérieur (jeunes sans diplôme supérieur au bac, titulaires d'une licence professionnelle, sortants de la filière STAPS).

*GIRET Jean-François, MOLINARI-PERRIER Mickaële, MOULLET Stéphanie*

*CEREQ, collection NEF-Notes Emploi Formation, n° 21 - 2006 - 37 p. (PUJ260)*

### **Réf. 3534**

**Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires économiques sur les entreprises et les jeunes diplômés**

Consultation du document : <http://www.senat.fr/rap/r05-435/r05-4351.pdf>

Le taux de chômage des 15-24 ans est de 22,8 % en France contre 11,7 % en Allemagne et 10,9 % en Grande-Bretagne. Selon le présent rapport, il existe en France une véritable inadéquation entre la formation initiale des jeunes diplômés et les offres des entreprises sur le marché du travail qui semble résulter d'un fort cloisonnement entre l'université et le monde du travail. C'est pourquoi la commission des affaires économiques a souhaité organiser un colloque consacré au thème des « Entreprises et Jeunes diplômés », en présence de M. Gérard Larcher, ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes. Ce colloque était organisé autour des deux tables rondes suivantes : "l'emploi des jeunes diplômés : l'offre et la demande" et "les outils d'insertion : faciliter leur développement".

*EMORINE Jean-Paul*

*SENAT, collection Les rapports du Sénat, n°435 - 2006 - 62 p. (PUJ259)*

### **Réf. 3512**

**Les jeunes en Limousin**

Consultation du document : [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/limousin/publi/pub\\_dos08-2006.htm](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/limousin/publi/pub_dos08-2006.htm)

Les jeunes, futures forces vives de nos territoires, constituent aujourd'hui un enjeu majeur des politiques développées dans les régions. Accueillir les jeunes, les former, leur donner les moyens de rester en Limousin sont des préoccupations constantes des acteurs publics.

Premier ouvrage statistique de référence sur la jeunesse en Limousin, cette publication est le fruit d'un partenariat entre l'Insee, la Région Limousin, la Direction régionale et départementale de la Jeunesse et des Sports et les Caisses d'Allocations Familiales du Limousin.

*Collectif d'auteurs*

*INSEE LIMOUSIN, collection Les dossiers Insee Limousin - 2006 - 64 p. (PUJ257)*

### **Réf. 3530**

**Les filières scientifiques et l'emploi**

Ce document présente une analyse aussi détaillée que possible de l'insertion professionnelle des diplômés de l'université en sciences académiques et fondamentales. Il est issu d'analyses statistiques

portant sur des questions complexes : la qualité de la relation entre formation et emploi et la valorisation des études sur le marché du travail. Il contribue à étayer le diagnostic sur les raisons de la désaffection pour des études en sciences fondamentales.

*Collectif d'auteurs*

*DEPARTEMENT DE LA VALORISATION ET DE L'EDITION*

*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, collection Les dossiers*

*Insertion, éducation et Société, n°177 - 2006 - 232 p. (PUJ258)*

### Réf. 3511

Plan régional triennal d'accès pour tous à la lecture, l'écriture et aux compétences de base : Limousin : Exercices 2005/2007

En Limousin, la lutte contre l'illettrisme est une priorité de contrat de plan Etat/Région depuis 1994.

Dès lors, celle-ci s'est concrétisée chaque année par la mise en place d'un plan régional de formation de base.

L'élaboration du plan régional 2005/2007 d'accès pour tous à la lecture, l'écriture et aux compétences de base résulte d'une large concertation des acteurs de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme dont l'implication témoigne de l'intérêt porté à la question.

Ce plan intègre désormais une nouvelle dimension ayant trait à la prévention de l'illettrisme et met en exergue des axes de progrès partagés par l'Etat, la Région, les autres collectivités territoriales mais aussi par les partenaires socio-économiques et les familles.

*ANLC, MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE, ACADEMIE DE LIMOGES, CONSEIL REGIONAL LIMOUSIN, PREFECTURE DE LA REGION LIMOUSIN, 2006 - 95 p. (LIE373)*

### Réf. 3515

Portrait territoriale du pays de Guéret [Creuse]

Consultation du document : [http://www.prisme-limousin.fr/dl/portrait\\_territorial\\_pays\\_gueret.pdf](http://www.prisme-limousin.fr/dl/portrait_territorial_pays_gueret.pdf)

Ce portrait territorial fait le tour du pays de Guéret au niveau de la population et du territoire, des activités économiques et de l'emploi, du marché du travail et de la formation. Le pays de Guéret, c'est entre autre 37523 habitants, 44 communes, 16517 actifs, un taux d'activité à 51% et un taux de chômage à 11%.

*PRISME LIMOUSIN*

*PRISME LIMOUSIN, 2006 - 20 p. (LIE374)*

### Réf. j3184

L'emploi en Limousin au deuxième trimestre 2006

INSEE LIMOUSIN, n° 25, novembre 2006 (non paginé)

Consultation du document [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/limousin/publi/e\\_epure-2T2006.htm](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/limousin/publi/e_epure-2T2006.htm)

Au deuxième trimestre 2006, l'emploi limousin du secteur marchand non agricole progresse de 0,2 %. Cette hausse est permise par la croissance toujours soutenue des effectifs dans la construction. La progression est plus modérée dans les services et le commerce. Les pertes d'emploi dans l'industrie reculent. Au niveau des départements, l'emploi progresse fortement en Creuse et plus faiblement en Corrèze et en Haute-Vienne. L'évolution de l'emploi présentée dans cet article est basée sur des données issues des bordereaux récapitulatifs de cotisations adressés par les employeurs aux URSSAF.

Ces données concernent l'emploi salarié dans le secteur marchand à l'exception des secteurs relevant de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), de l'administration, des postes et télécommunications, de la banque de France, des transports ferroviaires, des industries énergétiques, de l'intérim, des stagiaires AFPA, des caisses de congés payés, de la vente à domicile et de l'administration d'immeubles. Les données présentées sont semi définitives pour le dernier trimestre. Elles sont définitives pour les trimestres précédents. Ces données sont également désaisonnalisées pour corriger les fluctuations saisonnières de l'emploi. Le champ étudié représente 68 % des salariés cotisants à l'URSSAF, soit 141 000 emplois au 31 décembre 2004 et 57 % de l'emploi salarié du Limousin.

*Prisme Limousin*